

# Brexit : les dirigeants européens trouvent un accord

**F**umée blanche à Bruxelles. Après un intense marathon, les 28 dirigeants des Etats européens sont parvenus à un accord, vendredi soir, dans les négociations sur les demandes de réforme exigées par le Premier ministre britannique pour le maintien du Royaume-Uni dans l'UE. *« J'ai négocié un accord donnant un statut spécial à la Grande-Bretagne au sein de l'UE »*, a tweeté David Cameron juste après l'annonce.

Le texte contient toutes les demandes pour lesquelles la Belgique avait ferrailé depuis quinze jours, et surtout pendant les 24 heures de négociation au sommet : les formulations sur « l'union toujours plus étroite », de même que la « clause d'autodestruction » de l'accord en cas de sortie de la Grande-Bretagne hors de l'UE. », Par ailleurs, le droit de veto d'un pays hors zone euro sur les décisions internes de la zone euro est clairement exclu : c'est la France qui s'était chargée d'obtenir cette inscription dans le texte de l'accord, mais la Belgique y était également extrêmement attachée.

# Le Royaume-Uni obtient un statut spécial

UNION EUROPÉENNE Charles Michel en avocat de la cause européenne

► Un accord entre les Vingt-huit est intervenu vendredi soir pour garder le Royaume-Uni au sein de l'Union.

► Le chef de gouvernement belge a bataillé pour défendre « l'union toujours plus étroite » de l'UE.

Après un sommet marathon, les dirigeants européens sont parvenus à un accord vendredi soir sur les demandes de réformes du Premier ministre britannique David Cameron pour tenter de maintenir son pays dans l'UE, question qui doit désormais être soumise à un référendum en Grande-Bretagne.

« Accord. Soutien unanime pour un nouveau pacte pour #UKinEU (le Royaume-Uni dans l'Union européenne, NDLR) », a tweeté le président du Conseil européen Donald Tusk vers 22h30. « J'ai négocié un accord qui donne au Royaume-Uni un statut spécial dans l'UE », a lancé peu après le Premier ministre britannique sur le réseau social.

Le texte de l'accord contient toutes les demandes pour lesquelles la Belgique avait ferraillé depuis quinze jours, et surtout pendant les 24 heures de négociation au sommet : les formulations sur « l'union toujours plus étroite », de même que la « clause d'autodestruction » de l'accord en cas de sortie de la Grande-Bretagne hors de l'UE. Par ailleurs, le droit de veto d'un pays hors zone euro sur les déci-

sions internes de la zone euro est clairement exclu : c'est la France qui s'était chargée d'obtenir cette inscription dans le texte de l'accord, mais la Belgique y était également extrêmement attachée.

« Les Belges ? On ne peut pas dire qu'on les entend beaucoup sur l'Europe », nous avait dit Etienne Davignon dans un entretien où l'ex-bras droit de Paul-Henri Spaak lançait un appel à aller plus loin dans l'intégration européenne. (*Le Soir* du 29 janvier). Une critique entendue régulièrement auprès d'autres « sages » belges. Et relayée ces derniers jours, mais là au son de la sulfateuse, par Paul Magnette, ministre-président (PS) du gouvernement wallon, et incidemment professeur d'études européennes à l'ULB... Quant au site spécialisé Politico.eu, il a placé Charles Michel très bas sur un graphe illustrant l'influence des leaders européens dans les dossiers du Brexit et de la migration, les deux sujets du Conseil européen de cette semaine.

Mais lors du sommet proprement dit - qui s'est terminé vendredi dans la soirée - le Premier ministre belge aura pris une première petite vengeance sur ces critiques. Car dans la nuit de jeudi à vendredi, où le président du Conseil européen Donald Tusk et celui de la Commission européenne Jean-Claude Juncker ont entamé des « bilatérales » pour débloquer les négociations, le Premier ministre belge a été invité à participer comme l'un des acteurs majeurs de la négociation. Outre Michel et David Cameron, furent impliqués : le président français Hollande, et le Premier ministre tchèque Sobotka, pré-

sident en exercice du groupe de Visegrad, dont les quatre pays membres seront les plus touchés

par les restrictions aux droits sociaux des travailleurs

La raison ? Depuis le 2 février, lorsque Donald Tusk a transmis aux 28 son projet d'accord sur les réformes européennes demandées par David Cameron, c'est la Belgique qui est littéralement montée aux barricades contre les passages du texte qui évoquent la notion d'une « union toujours plus étroite ». Cette notion est considérée comme la référence symbolique à l'idéal d'une union politique : par les partisans de la construction européenne mais aussi par les Britanniques, lesquels n'ont cessé de plaider son abandon. À défaut, Cameron a obtenu une phrase rappelant le fait - correct au sens strict - que « l'union plus étroite » ne constitue pas dans les traités une base juridique pour le développement d'une union politique. C'en était trop pour la Belgique, toujours

perçue comme « la dernière avocate de l'Europe », alors que beaucoup d'autres pays perçoivent cette croisade de « l'union plus étroite » comme purement romantique...

Dès l'entame du sommet, il s'est confirmé que ce sujet constituait l'une des pierres d'achoppement de la négociation. Et c'est en toute logique que Charles Michel a été invité aux bilatérales. « C'est le Premier ministre belge qui défend la vision européenne sur cette question, comme nous la défendons dans le dossier des relations entre la zone euro et les Etats qui n'en sont pas membres », commentait un diplomate français. « Si Donald

Tusk obtient l'accord de Charles Michel sur les formulations concernant l'union toujours plus étroite, les autres dirigeants sensibles à ce sujet seront d'accord aussi », annonçait une source européenne proche de la négociation.

En fin d'après-midi vendredi, alors que la négociation n'avait pas encore abouti, le camp belge se disait satisfait, assuré d'avoir obtenu des formulations plus favorables sur son concept fétiche, ainsi que sur la clause finale « d'autodestruction » : une disposition censée rendre l'accord caduc en cas de sortie de la Grande-Bretagne de l'UE.

Tout cela a-t-il fait du chef de gouvernement belge un leader marquant du sommet ? Un journaliste britannique assurait que Charles Michel, qui a noué un très bon contact avec David Cameron sans pour autant se priver de marquer ses désaccords avec lui, aura été pour beaucoup dans l'accord, s'il survient. À la délégation britannique toutefois, un interlocuteur « n'avait pas grand-chose à dire au sujet de Michel... »

Côté italien par contre, une source diplomatique ne tarissait pas d'éloges : « Il faudrait 100 Michel ! Renzi et lui, qui sont de la même génération, partagent la même volonté de relancer l'Europe ». Selon ce diplomate, le premier ministre italien a d'ailleurs invité son homologue belge à visiter avec lui l'île de Ventotene : le lieu mythique où Altiero Spinelli et ses camarades communistes exilés sous le fascisme avaient rédigé le premier manifeste du fédéralisme européen. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

## migrants La Turquie, dernière planche (savonneuse) de salut de l'UE

C'est le dernier espoir, et il est mince. « *La mise en œuvre intégrale et rapide du plan d'action UE-Turquie reste une priorité afin d'endiguer les flux migratoires et de lutter contre les réseaux de trafiquants et de passeurs* » - un business qui aurait rapporté en Turquie pas moins de 2 milliards d'euros à ces « *réseaux mafieux* », selon Marc Pierini, ex-ambassadeur de l'UE à Ankara. Les Vingt-Huit ont consacré six heures de débats à couteaux tirés sur la « *crise des réfugiés* » jeudi soir, hors-d'œuvre de leur marathon sur le Brexit. Pour conclure que le *deal* engrangé sur papier en novembre avec la Turquie reste, à ce stade, leur meilleur espoir d'arriver à « *endiguer, tarir, stopper les flux* », comme le dit un diplomate européen.

Le problème, c'est que la Turquie s'enfonce dans une crise sans précédent. La concrétisation de la coopération avec les Européens n'était déjà pas la première des priorités d'Ankara : voilà qui ne va pas s'arranger. Les 3 milliards d'aide à la Turquie promis par les Européens ne semblent plus pouvoir faire la différence.

La Turquie fait désormais face en effet à plusieurs fronts, que l'attentat de mercredi contre ses militaires à Ankara est venu illustrer. En Syrie voisine, c'est l'escalade, avec des bombardements russes intensifs dans la province d'Alep et de nouvelles cohortes de réfugiés coincés à la frontière. Les forces kurdes avancent

leurs pions en Syrie et en Irak - une menace existentielle pour l'Etat turc, qui cible les forces kurdes en Syrie même depuis une semaine, tandis que l'offensive contre la rébellion du PKK s'intensifie dans le sud-est de la Turquie. Ces Kurdes qui, au Levant, sont appuyés par la chasse russe et armés par... l'allié américain au sein de l'Otan. C'est la guerre.

Dans ce nouveau contexte, le mini-sommet prévu jeudi midi en prélude au sommet des Vingt-Huit, entre une dizaine d'Etats membres et le Premier ministre turc Davutoglu, avait déjà été annulé. L'UE va tenter de remettre cette coopération euroturque sur le métier, lors d'un nouveau sommet extraordinaire. « *Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour réussir* », a plaidé Donald Tusk. La date du dimanche 6 mars est évoquée. Soit avant les élections régionales prévues dans trois Länder allemands à la mi-mars, qui mettent la chancelière Merkel sur le qui-vive, fragilisée pour avoir ouvert grand les portes du pays. « *Merkel est à la recherche d'alliés mais elle est de plus en plus isolée* », note une source européenne. L'idée, prônée par la chancelière, d'une vaste réinstallation ordonnée en Europe de réfugiés reconnus comme tels en Turquie, fait jusqu'ici un flop quasi généralisé.

Dans leurs conclusions, les Vingt-Huit assènent que « *les flux de migrants qui arrivent en Grèce depuis la Turquie de-*

*meurent beaucoup trop importants* ». Des « *efforts décisifs supplémentaires* » doivent être fournis « *du côté turc* ». Pour la première fois depuis des mois, une légère baisse des passages a été enregistrée au cours de la deuxième semaine

de février. Mais c'est davantage « *un "effet hiver" qu'un "effet plan d'action avec la Turquie"* », a relevé le président du Parlement européen Martin Schulz. Des « *chiffres apocalyptiques* », selon le Premier ministre bulgare Borissov, auraient circulé en coulisses, au sommet, augurant de nouveaux afflux à la fin de l'hiver.

La situation n'est pas plus aisée en Grèce. Dont le Premier ministre Tsipras, débordé, menacé par certains d'être éjecté de la zone Schengen, a demandé que personne ne bloque ses frontières sinon... gare à l'accord sur le Brexit. L'Autriche a semé la zizanie en maintenant sa décision unilatérale de fixer un cap de 80 entrées sur son sol par jour, une décision « *totale illégale* », selon la Commission. L'effet domino, avec la multiplication des décisions nationales, menace une fois de plus. « *Les solos nationaux ne sont pas recommandables* », a martelé Jean-Claude Juncker. Les Européens avaient décidé l'été dernier de « *relocaliser* » dans les Etats membres quelque 160.000 réfugiés arrivés en Italie et en Grèce. Pour l'heure, on ne compte que 583 « *relocalisations* » effectives. ■

PHILIPPE REGNIER